



Identifiant de l'acte délivré par la préfecture :
083-248300543-20230710-lmc1212215A-DE-1-1
Date de validation par la préfecture : jeudi 13 juillet 2023
Date d'affichage : 13/07/2023

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 10 JUILLET 2023**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 17		
QUORUM : 9		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
11	1	5
OBJET DE LA DECISION		
N° 23/311		
HABITAT PRIVE - OPAH TOULON- AIDES OCTROYEES AUX PROPRIETAIRES POUR L'AMELIORATION DE LOGEMENTS PRIVES - MONTANT TOTAL MAXIMUM DE 331 803 EUROS DANS LE CADRE DU FONDS D'AIDE A L'HABITAT ET DE L'AVANCE DE L'AIDE REGIONALE - MONTANT TOTAL MAXIMUM DE 87 214 EUROS		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, Mme Nathalie BICAIS, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, Mme Geneviève LEVY, M. Jean-Louis MASSON, M. Francis ROUX, M. Christian SIMON, M. Hervé STASSINOS, M. Gilles VINCENT.

REPRESENTE :

Mme Hélène ARNAUD-BILL ayant donné pouvoir à M. Jean-Louis MASSON.

ABSENTS :

M. Robert BENEVENTI, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Ange MUSSO, M. Jean-Sébastien VIALATTE.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 23/311

BUREAU DU 10 JUILLET 2023

**O B J E T : HABITAT PRIVE - OPAH TOULON- AIDES OCTROYEES
AUX PROPRIETAIRES POUR L'AMELIORATION DE
LOGEMENTS PRIVES - MONTANT TOTAL MAXIMUM
DE 331 803 EUROS DANS LE CADRE DU FONDS
D'AIDE A L'HABITAT ET DE L'AVANCE DE L'AIDE
REGIONALE - MONTANT TOTAL MAXIMUM
DE 87 214 EUROS**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/078 du 04 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU les délibérations n°17/12/267 du 19 décembre 2017, n°18/05/179 du 22 mai 2018, n°18/11/346 du 23 novembre 2018 et n° 19/11/389 du 13 novembre 2019 modifiant le règlement régissant l'ensemble des aides dévolues en matière de logement dénommé Fonds d'Aide à l'Habitat,

VU la délibération n°18/10/307 du 25 octobre 2018 portant sur la convention pour l'OPAH sur le centre ancien de Toulon et modalités d'information du public,

VU la délibération n°03/02/05/05 du 07 février 2003 définissant l'intérêt communautaire en matière d'Equilibre Social de l'Habitat, modifiée par les délibérations n°05/06/40/87 du 23 juin 2005 et n°07/12/28/224 du 13 décembre 2007 actualisant la compétence Equilibre Social de l'Habitat,

VU la délibération n°03/06/16/89 du 27 juin 2003 portant création du Fonds d'Aide à l'Habitat et définissant les modalités d'octroi des participations financières en matière d'habitat, modifiée à plusieurs reprises,

VU la délibération n°21/12/410 du 16 décembre 2021 mettant à jour les autorisations de programme de la politique métropolitaine de l'habitat,

VU la convention d'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat "Toulon Renouvellement Urbain" 2019-2024 sur la commune de Toulon signée le 25 mars 2019 avec les différents partenaires,

VU la convention de financement passée entre la Région Provence Alpes Côte d'Azur et la Métropole Toulon Provence Méditerranée dans le cadre de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat "Toulon Renouvellement Urbain" 2019-2024 fixant les conditions dans lesquelles la Métropole TPM versera l'aide régionale aux bénéficiaires pour le compte de la Région PACA et les conditions dans lesquelles celle-ci remboursera à la Métropole TPM les avances effectuées,

VU l'avis favorable émis par la Commission d'Octroi du 25 avril 2023 pour l'ensemble des dossiers des propriétaires ci-après présentés,

VU les conventions ci-annexées,

CONSIDERANT que la Métropole Toulon Provence Méditerranée, dans le cadre de sa compétence Equilibre Sociale de l'Habitat et Politique de la Ville, vise l'amélioration générale du parc privé par l'animation de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat Renouvellement Urbain "Toulon Renouvellement Urbain" 2019-2024 sur la commune de Toulon,

CONSIDERANT que cet outil a pour objectif d'accompagner administrativement, financièrement, techniquement les propriétaires occupants et bailleurs, ainsi que les copropriétés dans leurs démarches de travaux d'amélioration et d'adaptation de logements,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ADOPTER l'exposé qui précède.

ARTICLE 2

D'AUTORISER Monsieur le Président à signer avec les propriétaires suivants les conventions ci-annexées pour des opérations d'amélioration et de réhabilitation d'immeubles et de logements d'un montant maximum de 331 803 euros dans le cadre de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat - Renouvellement Urbain (OPAH-RU) menée sur la commune de Toulon.

ARTICLE 3

D'AUTORISER Monsieur le Président à verser à ces mêmes propriétaires s'ils peuvent y prétendre, le montant de l'avance de l'aide régionale à hauteur maximale de 87 214 euros. Ainsi que toutes les pièces afférentes à ces dossiers en vue de l'attribution des aides suivantes :

COMMUNES	STATUT	NOM	ADRESSE	CATEGORIE	TPM SUB	REGION AVANCE SUBV	TOTAL A PAYER TPM+REGION
TOULON	CO-PROPRIETE	C'PANTEL IMMO	107, cours Lafayette	Réhabilitation globale d'un immeuble	211 849 €	87 214 €	299 063 €
TOULON	PROPRIETAIRE BAILLEUR	SAS CLEMANA	20/22, rue des Savonnières	Confortement du mur mitoyen entre le 18 et le 20 rue des Savonnières	7 319 €	-	7 319 €
TOULON	PROPRIETAIRE BAILLEUR	Madame ROUSSEAU Lucienne	12-14, rue de l'Humilité	Réfection de la toiture (charpente et couverture) des 2 immeubles	16 373 €	-	16 373 €
TOULON	CO-PROPRIETE	CABINET MERLE	18, rue Baudin	Travaux de façades(côtés rue Baudin et place Raspail)	21 873 €	-	21 873 €
TOULON	CO-PROPRIETE	ASL Villa Molière Madame Claire JULLIEN	12, rue Molière	Travaux de façades (angle rues Molière et de l'Humilité) et de structure	41 698 €	-	41 698 €
TOULON	PROPRIETAIRE BAILLEUR	SCI CLEM & GAU	10, rue Garibaldi	Ravalement de façade et réfection de la couverture + isolation des combles	8 902 €	-	8 902 €
TOULON	PROPRIETAIRE BAILLEUR	SAS CLEMANA	12, allée Amiral Courbet	Réhabilitation globale et thermique de 4 logements studios. Réhabilitation de la cage d'escalier. Ravalement de la façade Sud	23 789 €	-	23 789 €
					331 803 €	87 214 €	419 017 €

ARTICLE 4

DE DIRE que les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Principal 2023 de la Métropole TPM – AP PLH PREVISIONNELLE - article 20422 sur l'opération 5129, fonction 552 et article 45812 sur l'opération 5128, fonction 552 pour l'avance.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 10 juillet 2023

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

POUR 10
CONTRE 0
ABSTENTION 0



Elus ne prenant pas part au vote :

Madame Hélène ARNAUD-BILL, Monsieur Jean-Louis MASSON.



**CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE CONCLUE ENTRE LA
METROPOLE TOULON-PROVENCE-MEDITERRANEE
ET LA SCI CLEM & GAU EN VUE DE LA REHABILITATION D'UN
IMMEUBLE SITUE 10, RUE GARIBALDI SUR LA COMMUNE DE TOULON
BUREAU METROPOLITAIN DU**

ENTRE

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, ayant son siège Hôtel de la Métropole, 107, boulevard Henri FABRE CS 30536, 83 041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président, Monsieur Jean-Pierre GIRAN,
D'une part,

ET

La SCI CLEM & GAU, représentée par sa gérante Madame Christelle COQUAN dont le siège social est domicilié 363, chemin du Bourneou – 83 330 LE BEAUSSET.
D'autre part,

PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :

Dans le cadre de sa compétence et de l'équilibre social de l'Habitat, et plus particulièrement de la mise en œuvre des dispositifs d'accompagnement des opérations programmées d'amélioration de l'habitat sur les communes de Toulon, Hyères et La Seyne, la Métropole Toulon Provence Méditerranée s'est engagée à soutenir financièrement les projets de rénovation de logements.

A cette fin, le Conseil Métropolitain par la délibération n°19/11/389 du 13/11/2019, a approuvé le nouveau règlement régissant l'ensemble des aides dévolues en matière de logement dénommé Fonds d'Aide à l'Habitat dans le cadre de la politique de l'Habitat de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Considérant que le projet de la SCI CLEM & GAU d'amélioration de l'immeuble 10, rue Garibaldi entre dans le cadre de sa compétence, la Métropole Toulon Provence Méditerranée a décidé de le soutenir financièrement selon les modalités qui suivent :

CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIIT :

ARTICLE 1^{er} : L'engagement de la SCI CLEM & GAU

La SCI CLEM & GAU s'engage à réaliser un projet d'amélioration qui porte sur la réfection de la toiture (couverture et isolation) et le ravalement de façade de l'immeuble sis 10, rue Garibaldi à Toulon.

La SCI CLEM & GAU s'engage à signaler à la Métropole ou à son opérateur le démarrage des travaux soit par une attestation, soit par une déclaration d'ouverture de chantier déposée en Mairie.

La SCI CLEM & GAU s'engage sur simple demande de la Métropole Toulon Provence Méditerranée à l'informer de l'avancement du projet. Pour ce faire, elle tiendra à la disposition de la Métropole tous les éléments et documents administratifs, financiers et comptables permettant de mesurer la bonne exécution des activités financées.

La SCI CLEM & GAU s'engage à faire apposer sur le panneau de chantier réglementaire le logo de la Métropole Toulon Provence Méditerranée ainsi que la mention de la participation financière de la Métropole comme suit :



La Métropole se réserve le droit de procéder, par le biais de son opérateur à des points d'étapes réguliers avec la SCI CLEM & GAU afin de pouvoir mesurer l'état d'avancement du projet subventionné.

ARTICLE 2 : L'engagement de référence de la Métropole Toulon Provence Méditerranée

En vertu de la délibération n°19/11/389 du 13/11/2019, approuvant son nouveau règlement régissant l'ensemble des aides dévolues en matière de logement dénommé Fonds d'Aide à l'Habitat et dans le cadre des opérations programmées d'amélioration de l'habitat, la Métropole Toulon Provence Méditerranée s'engage à soutenir financièrement le projet de la SCI CLEM & GAU par le versement d'une subvention d'un montant maximum de **8 902 €**.

ARTICLE 3 : Les financements

Le budget prévisionnel global du projet est estimé par le Maître d'ouvrage à 48 535 € TTC

Le montant global de la subvention s'élève à 8 902 €

Le reste à charge de la SCI CLEM & GAU s'élève à 39 633 €

ARTICLE 4 : L'engagement comptable et le versement de la subvention

La subvention est imputée sur le Budget Métropolitain des exercices concernés.

Le comptable assignataire est le trésorier de Toulon.

Elle sera mandatée et payée dans le respect des règles applicables à la comptabilité publique des collectivités territoriales.

La subvention sera versée en une seule fois.

Le paiement de la subvention s'effectuera après transmission au service Habitat de MTPM :

- D'une attestation d'achèvement des travaux conformes au projet présenté et accepté par la Métropole.
- Des factures acquittées ou portant la mention « acquittée ».
- D'un RIB du bénéficiaire si non joint au dépôt du dossier.

Son montant sera crédité sur le compte ouvert au nom de la SCI CLEM & GAU au terme d'un virement bancaire.

ARTICLE 5 : Les modifications à la convention

La présente convention pourra être modifiée par avenant

ARTICLE 6 : Réalisation du projet

La SCI CLEM & GAU est seule responsable de la réalisation du projet financé. En sa qualité de maître d'ouvrage, elle sera compétente pour déterminer le programme des travaux, rechercher les financements y afférents, désigner les entrepreneurs et autres prestataires de service, prononcer la réception des travaux, etc.

Il est précisé que le financement du projet de La SCI CLEM & GAU ne saurait conférer à la Métropole Toulon Provence Méditerranée la qualité de maître d'ouvrage.

ARTICLE 7 : La résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une des parties des obligations réciproques convenues à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée infructueuse pendant un délai d'un mois.

Toute utilisation différente de leur destination des fonds versés sans accord préalable et exprès de la Métropole entraînera la résiliation de plein droit de la présente convention sans préavis sur simple lettre de la Métropole.

ARTICLE 8 : Le reversement d'une partie de la subvention en cas de non-respect des obligations de la SCI CLEM & GAU

En cas de non-respect par la SCI CLEM & GAU de ses engagements, en cas de réalisation partielle, non réalisation du projet dans le délai imparti ou en cas de résiliation intervenant dans les cas fixés par l'article précédent, elle reversera à la Métropole Toulon Provence Méditerranée les sommes non utilisées ainsi que les sommes utilisées pour des dépenses n'entrant pas dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 9 : Le tribunal compétent en cas de litige

En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de TOULON sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 10 : La légalité de la convention et sa notification

La présente convention ne sera exécutoire qu'après notification à la SCI CLEM & GAU.

Fait en deux exemplaires, à Toulon, le

Le Président
de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

La SCI CLEM & GAU
représentée par sa gérante

Monsieur Jean-Pierre GIRAN

Madame Christelle COQUAN



**CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE CONCLUE ENTRE LA
METROPOLE TOULON-PROVENCE-MEDITERRANEE
ET LA SAS CLEMANA EN VUE DE LA REHABILITATION D'UN IMMEUBLE
SITUE 12, ALLEE AMIRAL COURBET SUR LA COMMUNE DE TOULON
BUREAU METROPOLITAIN DU**

ENTRE

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, ayant son siège Hôtel de la Métropole, 107, boulevard Henri FABRE CS 30536, 83 041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président, Monsieur Jean-Pierre GIRAN,
D'une part,

ET

La SAS CLEMANA, représentée par Monsieur DADOURIAN Clément dont le siège social demeure, 420 avenue des Frères Lumières – 83 160 LA VALETTE DU VAR.
D'autre part,

PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :

Dans le cadre de sa compétence et de l'équilibre social de l'Habitat, et plus particulièrement de la mise en œuvre des dispositifs d'accompagnement des opérations programmées d'amélioration de l'habitat sur les communes de Toulon, Hyères et La Seyne, la Métropole Toulon Provence Méditerranée s'est engagée à soutenir financièrement les projets de rénovation de logements.

A cette fin, le Conseil Métropolitain par la délibération n°19/11/389 du 13/11/2019, a approuvé le nouveau règlement régissant l'ensemble des aides dévolues en matière de logement dénommé Fonds d'Aide à l'Habitat dans le cadre de la politique de l'Habitat de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Considérant que le projet de la SAS CLEMANA d'amélioration de l'immeuble 12, allée Amiral Courbet entre dans le cadre de sa compétence, la Métropole Toulon Provence Méditerranée a décidé de le soutenir financièrement selon les modalités qui suivent :

CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIIT :

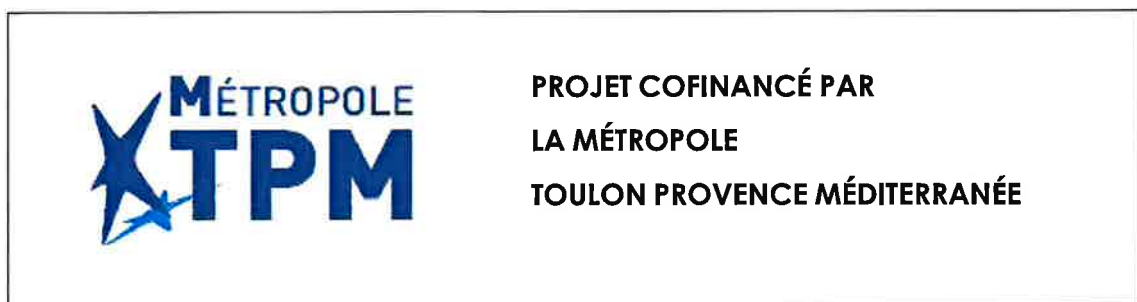
ARTICLE 1^{er} : L'engagement de la SAS CLEMANA

La SAS CLEMANA s'engage à réaliser un projet d'amélioration qui porte sur la réhabilitation globale et thermique de 4 logements studios, la réfection de la cage d'escalier et le ravalement de la façade Sud de l'immeuble sis 12 allée Courbet à Toulon.

La SAS CLEMANA s'engage à signaler à la Métropole ou à son opérateur le démarrage des travaux soit par une attestation, soit par une déclaration d'ouverture de chantier déposée en Mairie.

La SAS CLEMANA s'engage sur simple demande de la Métropole Toulon Provence Méditerranée à l'informer de l'avancement du projet. Pour ce faire, elle tiendra à la disposition de la Métropole tous les éléments et documents administratifs, financiers et comptables permettant de mesurer la bonne exécution des activités financées.

La SAS CLEMANA s'engage à faire apposer sur le panneau de chantier réglementaire le logo de la Métropole Toulon Provence Méditerranée ainsi que la mention de la participation financière de la Métropole comme suit :



La Métropole se réserve le droit de procéder, par le biais de son opérateur à des points d'étapes réguliers avec la SAS CLEMANA afin de pouvoir mesurer l'état d'avancement du projet subventionné.

ARTICLE 2 : L'engagement de référence de la Métropole Toulon Provence Méditerranée

En vertu de la délibération n°19/11/389 du 13/11/2019, approuvant son nouveau règlement régissant l'ensemble des aides dévolues en matière de logement dénommé Fonds d'Aide à l'Habitat et dans le cadre des opérations programmées d'amélioration de l'habitat, la Métropole Toulon Provence Méditerranée s'engage à soutenir financièrement le projet de la SAS CLEMANA par le versement d'une subvention d'un montant maximum de **23 789 €**.

ARTICLE 3 : Les financements

Le budget prévisionnel global du projet est estimé par le Maître d'ouvrage à 129 792 € TTC

Le montant global de la subvention s'élève à 23 789 €

Le reste à charge de la SAS CLEMANA s'élève à 106 003 €

ARTICLE 4 : L'engagement comptable et le versement de la subvention

La subvention est imputée sur le Budget Métropolitain des exercices concernés.

Le comptable assignataire est le trésorier de Toulon.

Elle sera mandatée et payée dans le respect des règles applicables à la comptabilité publique des collectivités territoriales.

La subvention sera versée en une seule fois.

Le paiement de la subvention s'effectuera après transmission au service Habitat de MTPM :

- D'une attestation d'achèvement des travaux conformes au projet présenté et accepté par la Métropole.
- Des factures acquittées ou portant la mention « acquittée ».
- D'un RIB du bénéficiaire si non joint au dépôt du dossier.

Son montant sera crédité sur le compte ouvert au nom de la SAS CLEMANA au terme d'un virement bancaire.

ARTICLE 5 : Les modifications à la convention

La présente convention pourra être modifiée par avenant

ARTICLE 6 : Réalisation du projet

La SAS CLEMANA est seule responsable de la réalisation du projet financé. En sa qualité de maître d'ouvrage, elle sera compétente pour déterminer le programme des travaux, rechercher les financements y afférents, désigner les entrepreneurs et autres prestataires de service, prononcer la réception des travaux, etc.

Il est précisé que le financement du projet de la SAS CLEMANA ne saurait conférer à la Métropole Toulon Provence Méditerranée la qualité de maître d'ouvrage.

ARTICLE 7 : La résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une des parties des obligations réciproques convenues à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée infructueuse pendant un délai d'un mois.

Toute utilisation différente de leur destination des fonds versés sans accord préalable et exprès de la Métropole entraînera la résiliation de plein droit de la présente convention sans préavis sur simple lettre de la Métropole.

ARTICLE 8 : Le reversement d'une partie de la subvention en cas de non-respect des obligations de la SAS CLEMANA

En cas de non-respect par la SAS CLEMANA de ses engagements, en cas de réalisation partielle, non réalisation du projet dans le délai imparti ou en cas de résiliation intervenant dans les cas fixés par l'article précédent, elle reversera à la Métropole Toulon Provence Méditerranée les sommes non utilisées ainsi que les sommes utilisées pour des dépenses n'entrant pas dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 9 : Le tribunal compétent en cas de litige

En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de TOULON sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 10 : La légalité de la convention et sa notification

La présente convention ne sera exécutoire qu'après notification à la SAS CLEMANA.

Fait en deux exemplaires, à Toulon, le

Le Président
de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Monsieur Jean-Pierre GIRAN

La SAS CLEMANA
représentée par

Monsieur DADOURIAN Clément



**CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE CONCLUE ENTRE LA
METROPOLE TOULON-PROVENCE-MEDITERRANEE
ET MADAME ROUSSEAU LUCIENNE EN VUE DE LA REHABILITATION
D'UN IMMEUBLE SITUE 12/14, RUE DE L'HUMILITE SUR LA COMMUNE
DE TOULON
BUREAU METROPOLITAIN DU**

ENTRE

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, ayant son siège Hôtel de la Métropole, 107, boulevard Henri FABRE CS 30536, 83 041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président, Monsieur Jean-Pierre GIRAN,
D'une part,

ET

Madame ROUSSEAU Lucienne, propriétaire, demeurant Christina Park
31, avenue de Benefiat - 06400 CANNES.
D'autre part,

PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :

Dans le cadre de sa compétence et de l'équilibre social de l'Habitat, et plus particulièrement de la mise en œuvre des dispositifs d'accompagnement des opérations programmées d'amélioration de l'habitat sur les communes de Toulon, Hyères et La Seyne, la Métropole Toulon Provence Méditerranée s'est engagée à soutenir financièrement les projets de rénovation de logements.

A cette fin, le Conseil Métropolitain par la délibération n°19/11/389 du 13/11/2019, a approuvé le nouveau règlement régissant l'ensemble des aides dévolues en matière de logement dénommé Fonds d'Aide à l'Habitat dans le cadre de la politique de l'Habitat de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Considérant que le projet de la propriétaire d'amélioration de l'immeuble 12-14, rue de l'Humilité entre dans le cadre de sa compétence, la Métropole Toulon Provence Méditerranée a décidé de le soutenir financièrement selon les modalités qui suivent :

CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIIT :

ARTICLE 1^{er} : L'engagement de la propriétaire

La propriétaire s'engage à réaliser un projet d'amélioration qui porte sur la réfection des toitures jumelées desdits immeubles et le confortement avec une large remise à neuf de la charpente dégradée, sis 12-14, rue de l'Humilité à Toulon.

La propriétaire s'engage à signaler à la Métropole ou à son opérateur le démarrage des travaux soit par une attestation, soit par une déclaration d'ouverture de chantier déposée en Mairie.

La propriétaire s'engage sur simple demande de la Métropole Toulon Provence Méditerranée à l'informer de l'avancement du projet. Pour ce faire, elle tiendra à la disposition de la Métropole tous les éléments et documents administratifs, financiers et comptables permettant de mesurer la bonne exécution des activités financées.

La propriétaire s'engage à faire apposer sur le panneau de chantier réglementaire le logo de la Métropole Toulon Provence Méditerranée ainsi que la mention de la participation financière de la Métropole comme suit :



La Métropole se réserve le droit de procéder, par le biais de son opérateur à des points d'étapes réguliers avec la propriétaire afin de pouvoir mesurer l'état d'avancement du projet subventionné.

ARTICLE 2 : L'engagement de référence de la Métropole Toulon Provence Méditerranée

En vertu de la délibération n°19/11/389 du 13/11/2019, approuvant son nouveau règlement régissant l'ensemble des aides dévolues en matière de logement dénommé Fonds d'Aide à l'Habitat et dans le cadre des opérations programmées d'amélioration de l'habitat, la Métropole Toulon Provence Méditerranée s'engage à soutenir financièrement le projet de la propriétaire par le versement d'une subvention d'un montant maximum de **16 373 €**.

ARTICLE 3 : Les financements

Le budget prévisionnel global du projet est estimé par le Maître d'ouvrage à 60 036 € TTC

Le montant global de la subvention s'élève à 16 373 €

Le reste à charge de la propriétaire s'élève à 43 663 €

ARTICLE 4 : L'engagement comptable et le versement de la subvention

La subvention est imputée sur le Budget Métropolitain des exercices concernés.

Le comptable assignataire est le trésorier de Toulon.

Elle sera mandatée et payée dans le respect des règles applicables à la comptabilité publique des collectivités territoriales.

La subvention sera versée en une seule fois.

Le paiement de la subvention s'effectuera après transmission au service Habitat de MTPM :

- D'une attestation d'achèvement des travaux conformes au projet présenté et accepté par la Métropole.
- Des factures acquittées ou portant la mention « acquittée ».
- D'un RIB du bénéficiaire si non joint au dépôt du dossier.

Son montant sera crédité sur le compte ouvert au nom de Madame ROUSSEAU Lucienne au terme d'un virement bancaire.

ARTICLE 5 : Les modifications à la convention

La présente convention pourra être modifiée par avenant

ARTICLE 6 : Réalisation du projet

La propriétaire est seule responsable de la réalisation du projet financé. En sa qualité de maître d'ouvrage, elle sera compétente pour déterminer le programme des travaux, rechercher les financements y afférents, désigner les entrepreneurs et autres prestataires de service, prononcer la réception des travaux, etc.

Il est précisé que le financement du projet de la propriétaire ne saurait conférer à la Métropole Toulon Provence Méditerranée la qualité de maître d'ouvrage.

ARTICLE 7 : La résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une des parties des obligations réciproques convenues à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée infructueuse pendant un délai d'un mois.

Toute utilisation différente de leur destination des fonds versés sans accord préalable et exprès de la Métropole entraînera la résiliation de plein droit de la présente convention sans préavis sur simple lettre de la Métropole.

ARTICLE 8 : Le reversement d'une partie de la subvention en cas de non-respect des obligations de la propriétaire

En cas de non-respect par la propriétaire de ses engagements, en cas de réalisation partielle, non réalisation du projet dans le délai imparti ou en cas de résiliation intervenant dans les cas fixés par l'article précédent, elle reversera à la Métropole Toulon Provence Méditerranée les sommes non utilisées ainsi que les sommes utilisées pour des dépenses n'entrant pas dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 9 : Le tribunal compétent en cas de litige

En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de TOULON sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 10 : La légalité de la convention et sa notification

La présente convention ne sera exécutoire qu'après notification à la propriétaire.

Fait en deux exemplaires, à Toulon, le

Le Président
de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Monsieur Jean-Pierre GIRAN

La propriétaire

Madame ROUSSEAU Lucienne



**CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE CONCLUE ENTRE LA
METROPOLE TOULON-PROVENCE-MÉDITERRANÉE
ET L'ASL VILLA MOLIERE EN VUE DE LA REHABILITATION D'UN
IMMEUBLE SITUE 12, RUE MOLIERE SUR LA COMMUNE DE TOULON
BUREAU METROPOLITAIN DU**

ENTRE

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, ayant son siège Hôtel de la Métropole, 107, boulevard Henri FABRE CS 30536, 83 041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président, Monsieur Jean-Pierre GIRAN,
D'une part,

ET

L'ASL Villa Molière, représentée par sa Présidente Madame Claire JULLIEN, dont le siège social est domicilié chez Tourny Gestion ORI, 5 rue Vauban – 33000 BORDEAUX.
D'autre part,

PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :

Dans le cadre de sa compétence et de l'équilibre social de l'Habitat, et plus particulièrement de la mise en œuvre des dispositifs d'accompagnement des opérations programmées d'amélioration de l'habitat sur les communes de Toulon, Hyères et La Seyne, la Métropole Toulon Provence Méditerranée s'est engagée à soutenir financièrement les projets de rénovation de logements.

A cette fin, le Conseil Métropolitain par la délibération n°19/11/389 du 13/11/2019, a approuvé le nouveau règlement régissant l'ensemble des aides dévolues en matière de logement dénommé Fonds d'Aide à l'Habitat dans le cadre de la politique de l'Habitat de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Considérant que le projet de l'ASL Villa Molière d'amélioration de l'immeuble 12, rue Molière entre dans le cadre de sa compétence, la Métropole Toulon Provence Méditerranée a décidé de le soutenir financièrement selon les modalités qui suivent :

CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIT :

ARTICLE 1^{er} : L'engagement de l'ASL Villa Molière

L'ASL Villa Molière s'engage à réaliser un projet d'amélioration qui porte sur des travaux de façades comprenant les menuiseries extérieures (angle rues Molière et de l'Humilité) et des travaux de structure (planchers), de l'immeuble sis 12, rue Molière à Toulon.

L'ASL Villa Molière s'engage à signaler à la Métropole ou à son opérateur le démarrage des travaux soit par une attestation, soit par une déclaration d'ouverture de chantier déposée en Mairie.

L'ASL Villa Molière s'engage sur simple demande de la Métropole Toulon Provence Méditerranée à l'informer de l'avancement du projet. Pour ce faire, elle tiendra à la disposition de la Métropole tous les éléments et documents administratifs, financiers et comptables permettant de mesurer la bonne exécution des activités financées.

L'ASL Villa Molière s'engage à faire apposer sur le panneau de chantier réglementaire le logo de la Métropole Toulon Provence Méditerranée ainsi que la mention de la participation financière de la Métropole comme suit :



La Métropole se réserve le droit de procéder, par le biais de son opérateur à des points d'étapes réguliers avec l'ASL Villa Molière afin de pouvoir mesurer l'état d'avancement du projet subventionné.

ARTICLE 2 : L'engagement de référence de la Métropole Toulon Provence Méditerranée

En vertu de la délibération n°19/11/389 du 13/11/2019, approuvant son nouveau règlement régissant l'ensemble des aides dévolues en matière de logement dénommé Fonds d'Aide à l'Habitat et dans le cadre des opérations programmées d'amélioration de l'habitat, la Métropole Toulon Provence Méditerranée s'engage à soutenir financièrement le projet de l'ASL Villa Molière par le versement d'une subvention d'un montant maximum de **41 698 €**.

ARTICLE 3 : Les financements

Le budget prévisionnel global du projet est estimé par le Maître d'ouvrage à 1 227 164 € TTC

Le montant global de la subvention s'élève à 41 698 €

Le reste à charge de l'ASL Villa Molière s'élève à 1 185 466 €

ARTICLE 4 : L'engagement comptable et le versement de la subvention

La subvention est imputée sur le Budget Métropolitain des exercices concernés.

Le comptable assignataire est le trésorier de Toulon.

Elle sera mandatée et payée dans le respect des règles applicables à la comptabilité publique des collectivités territoriales.

La subvention sera versée en une seule fois.

Le paiement de la subvention s'effectuera après transmission au service Habitat de MTPM :

- D'une attestation d'achèvement des travaux conformes au projet présenté et accepté par la Métropole.
- Des factures acquittées ou portant la mention « acquittée ».
- D'un RIB du bénéficiaire si non joint au dépôt du dossier.

Son montant sera crédité sur le compte ouvert, au terme d'un virement bancaire, au nom de CARPA MANIEMENTS DE FONDS - AARPI RIVIERE - Avocats à la Cour.

ARTICLE 5 : Les modifications à la convention

La présente convention pourra être modifiée par avenant

ARTICLE 6 : Réalisation du projet

L'ASL Villa Molière est seule responsable de la réalisation du projet financé. En sa qualité de maître d'ouvrage, elle sera compétente pour déterminer le programme des travaux, rechercher les financements y afférents, désigner les entrepreneurs et autres prestataires de service, prononcer la réception des travaux, etc.

Il est précisé que le financement du projet de l'ASL Villa Molière ne saurait conférer à la Métropole Toulon Provence Méditerranée la qualité de maître d'ouvrage.

ARTICLE 7 : La résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une des parties des obligations réciproques convenues à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée infructueuse pendant un délai d'un mois.

Toute utilisation différente de leur destination des fonds versés sans accord préalable et exprès de la Métropole entraînera la résiliation de plein droit de la présente convention sans préavis sur simple lettre de la Métropole.

ARTICLE 8 : Le reversement d'une partie de la subvention en cas de non-respect des obligations de l'ASL Villa Molière

En cas de non-respect par l'ASL Villa Molière de ses engagements, en cas de réalisation partielle, non réalisation du projet dans le délai imparti ou en cas de résiliation intervenant dans les cas fixés par l'article précédent, elle reversera à la Métropole Toulon Provence Méditerranée les sommes non utilisées ainsi que les sommes utilisées pour des dépenses n'entrant pas dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 9 : Le tribunal compétent en cas de litige

En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de TOULON sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 10 : La légalité de la convention et sa notification

La présente convention ne sera exécutoire qu'après notification à l'ASL Villa Molière.

Fait en deux exemplaires, à Toulon, le

Le Président
de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Monsieur Jean-Pierre GIRAN

L'ASL Villa Molière
représentée par sa Présidente

Madame Claire JULLIEN



**CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE CONCLUE ENTRE LA
METROPOLE TOULON-PROVENCE-MEDITERRANEE
ET LA COPROPRIETE 18, RUE BAUDIN EN VUE DE LA REHABILITATION
D'UN IMMEUBLE SITUE 18, RUE BAUDIN SUR LA COMMUNE DE
TOULON
BUREAU METROPOLITAIN DU**

ENTRE

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, ayant son siège Hôtel de la Métropole, 107, boulevard Henri FABRE CS 30536, 83 041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président, Monsieur Jean-Pierre GIRAN,
D'une part,

ET

La copropriété 18, rue Baudin, représentée par son syndic, le Cabinet Merle demeurant 1, rue Hippolyte Duprat – 83 000 TOULON.
D'autre part,

PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :

Dans le cadre de sa compétence et de l'équilibre social de l'Habitat, et plus particulièrement de la mise en œuvre des dispositifs d'accompagnement des opérations programmées d'amélioration de l'habitat sur les communes de Toulon, Hyères et La Seyne, la Métropole Toulon Provence Méditerranée s'est engagée à soutenir financièrement les projets de rénovation de logements.

A cette fin, le Conseil Métropolitain par la délibération n°19/11/389 du 13/11/2019, a approuvé le nouveau règlement régissant l'ensemble des aides dévolues en matière de logement dénommé Fonds d'Aide à l'Habitat dans le cadre de la politique de l'Habitat de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Considérant que le projet de la copropriété 18, rue Baudin d'amélioration de l'immeuble 18, rue Baudin entre dans le cadre de sa compétence, la Métropole Toulon Provence Méditerranée a décidé de le soutenir financièrement selon les modalités qui suivent :

CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIT :

ARTICLE 1^{er} : L'engagement de la copropriété 18, rue Baudin

La copropriété 18, rue Baudin s'engage à réaliser un projet d'amélioration qui porte sur des travaux de façades, d'intérêt architecturaux, côtés rue Baudin et place Raspail de l'immeuble sis 18, rue Baudin à Toulon.

La copropriété 18, rue Baudin s'engage à signaler à la Métropole ou à son opérateur le démarrage des travaux soit par une attestation, soit par une déclaration d'ouverture de chantier déposée en Mairie.

La copropriété 18, rue Baudin s'engage sur simple demande de la Métropole Toulon Provence Méditerranée à l'informer de l'avancement du projet. Pour ce faire, elle tiendra à la disposition de la Métropole tous les éléments et documents administratifs, financiers et comptables permettant de mesurer la bonne exécution des activités financées.

La copropriété 18, rue Baudin s'engage à faire apposer sur le panneau de chantier réglementaire le logo de la Métropole Toulon Provence Méditerranée ainsi que la mention de la participation financière de la Métropole comme suit :



La Métropole se réserve le droit de procéder, par le biais de son opérateur à des points d'étapes réguliers avec la copropriété 18, rue Baudin afin de pouvoir mesurer l'état d'avancement du projet subventionné.

ARTICLE 2 : L'engagement de référence de la Métropole Toulon Provence Méditerranée

En vertu de la délibération n°19/11/389 du 13/11/2019, approuvant son nouveau règlement régissant l'ensemble des aides dévolues en matière de logement dénommé Fonds d'Aide à l'Habitat et dans le cadre des opérations programmées d'amélioration de l'habitat, la Métropole Toulon Provence Méditerranée s'engage à soutenir financièrement le projet de la copropriété 18, rue Baudin par le versement d'une subvention d'un montant maximum de **21 873 €**.

ARTICLE 3 : Les financements

Le budget prévisionnel global du projet est estimé par le Maître d'ouvrage à 115 698 € TTC

Le montant global de la subvention s'élève à 21 873 €

Le reste à charge de la copropriété 18, rue Baudin s'élève à 93 825 €

ARTICLE 4 : L'engagement comptable et le versement de la subvention

La subvention est imputée sur le Budget Métropolitain des exercices concernés.

Le comptable assignataire est le trésorier de Toulon.

Elle sera mandatée et payée dans le respect des règles applicables à la comptabilité publique des collectivités territoriales.

La subvention sera versée en une seule fois.

Le paiement de la subvention s'effectuera après transmission au service Habitat de MTPM :

- D'une attestation d'achèvement des travaux conformes au projet présenté et accepté par la Métropole.
- Des factures acquittées ou portant la mention « acquittée ».
- D'un RIB du bénéficiaire si non joint au dépôt du dossier.

Son montant sera crédité sur le compte ouvert au nom de syndic de copropriété 18, rue Baudin au terme d'un virement bancaire.

ARTICLE 5 : Les modifications à la convention

La présente convention pourra être modifiée par avenant

ARTICLE 6 : Réalisation du projet

La copropriété 18, rue Baudin est seule responsable de la réalisation du projet financé. En sa qualité de maître d'ouvrage, elle sera compétente pour déterminer le programme des travaux, rechercher les financements y afférents, désigner les entrepreneurs et autres prestataires de service, prononcer la réception des travaux, etc.

Il est précisé que le financement du projet de la copropriété 18, rue Baudin ne saurait conférer à la Métropole Toulon Provence Méditerranée la qualité de maître d'ouvrage.

ARTICLE 7 : La résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une des parties des obligations réciproques convenues à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée infructueuse pendant un délai d'un mois.

Toute utilisation différente de leur destination des fonds versés sans accord préalable et exprès de la Métropole entraînera la résiliation de plein droit de la présente convention sans préavis sur simple lettre de la Métropole.

ARTICLE 8 : Le reversement d'une partie de la subvention en cas de non-respect des obligations de la copropriété 18, rue Baudin

En cas de non-respect par la copropriété 18, rue Baudin de ses engagements, en cas de réalisation partielle, non réalisation du projet dans le délai imparti ou en cas de résiliation intervenant dans les cas fixés par l'article précédent, elle reversera à la Métropole Toulon Provence Méditerranée les sommes non utilisées ainsi que les sommes utilisées pour des dépenses n'entrant pas dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 9 : Le tribunal compétent en cas de litige

En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de TOULON sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 10 : La légalité de la convention et sa notification

La présente convention ne sera exécutoire qu'après notification à la copropriété 18, rue Baudin.

Fait en deux exemplaires, à Toulon, le

Le Président
de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Monsieur Jean-Pierre GIRAN

La copropriété 18, rue Baudin
représentée par son syndic

Le Cabinet Merle



**CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE CONCLUE ENTRE LA
METROPOLE TOULON-PROVENCE-MEDITERRANEE
ET LA SAS CLEMANA EN VUE DE LA REHABILITATION D'UN MUR
MITOYEN SITUE ENTRE LE 18 ET LE 20/22 RUE DES SAVONNIERES SUR
LA COMMUNE DE TOULON
BUREAU METROPOLITAIN DU**

ENTRE

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, ayant son siège Hôtel de la Métropole, 107, boulevard Henri FABRE CS 30536, 83 041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président, Monsieur Jean-Pierre GIRAN,
D'une part,

ET

La SAS CLEMANA, propriétaire de l'immeuble 20/22, rue des Savonnières, représentée par son Président, Monsieur Clément Vincent DADOURIAN, demurant 420 Avenue des Frères Lumière – 83 160 LA VALETTE DU VAR.
D'autre part,

PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :

Dans le cadre de sa compétence et de l'équilibre social de l'Habitat, et plus particulièrement de la mise en œuvre des dispositifs d'accompagnement des opérations programmées d'amélioration de l'habitat sur les communes de Toulon, Hyères et La Seyne, la Métropole Toulon Provence Méditerranée s'est engagée à soutenir financièrement les projets de rénovation de logements.

A cette fin, le Conseil Métropolitain par la délibération n°19/11/389 du 13/11/2019, a approuvé le nouveau règlement régissant l'ensemble des aides dévolues en matière de logement dénommé Fonds d'Aide à l'Habitat dans le cadre de la politique de l'Habitat de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Considérant que le projet de la SAS CLEMANA d'amélioration de l'immeuble 20/22 rue des Savonnières entre dans le cadre de sa compétence, la Métropole Toulon Provence Méditerranée a décidé de le soutenir financièrement selon les modalités qui suivent :

CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIT :

ARTICLE 1^{er} : L'engagement de la SAS CLEMANA

La SAS CLEMANA s'engage à réaliser un projet d'amélioration qui porte sur le confortement du mur mitoyen entre le 18 et le 20/22, rue des Savonnières à Toulon.

La SAS CLEMANA s'engage à signaler à la Métropole ou à son opérateur le démarrage des travaux soit par une attestation, soit par une déclaration d'ouverture de chantier déposée en Mairie.

La SAS CLEMANA s'engage sur simple demande de la Métropole Toulon Provence Méditerranée à l'informer de l'avancement du projet. Pour ce faire, elle tiendra à la disposition de la Métropole tous les éléments et documents administratifs, financiers et comptables permettant de mesurer la bonne exécution des activités financées.

La SAS CLEMANA s'engage à faire apposer sur le panneau de chantier réglementaire le logo de la Métropole Toulon Provence Méditerranée ainsi que la mention de la participation financière de la Métropole comme suit :



La Métropole se réserve le droit de procéder, par le biais de son opérateur à des points d'étapes réguliers avec la SAS CLEMANA afin de pouvoir mesurer l'état d'avancement du projet subventionné.

ARTICLE 2 : L'engagement de référence de la Métropole Toulon Provence Méditerranée

En vertu de la délibération n°19/11/389 du 13/11/2019, approuvant son nouveau règlement régissant l'ensemble des aides dévolues en matière de logement dénommé Fonds d'Aide à l'Habitat et dans le cadre des opérations programmées d'amélioration de l'habitat, la Métropole Toulon Provence Méditerranée s'engage à soutenir financièrement le projet de la SAS CLEMANA par le versement d'une subvention d'un montant maximum de **7 319 €**.

ARTICLE 3 : Les financements

Le budget prévisionnel global du projet est estimé par le Maître d'ouvrage à 30 445 € TTC

Le montant global de la subvention s'élève à 7 319 €

Le reste à charge de la SAS CLEMANA s'élève à 23 126 €

ARTICLE 4 : L'engagement comptable et le versement de la subvention

La subvention est imputée sur le Budget Métropolitain des exercices concernés.

Le comptable assignataire est le trésorier de Toulon.

Elle sera mandatée et payée dans le respect des règles applicables à la comptabilité publique des collectivités territoriales.

La subvention sera versée en une seule fois.

Le paiement de la subvention s'effectuera après transmission au service Habitat de MTPM :

- D'une attestation d'achèvement des travaux conformes au projet présenté et accepté par la Métropole.
- Des factures acquittées ou portant la mention « acquittée ».
- D'un RIB du bénéficiaire si non joint au dépôt du dossier.

Son montant sera crédité sur le compte ouvert au nom de la SAS CLEMANA au terme d'un virement bancaire.

ARTICLE 5 : Les modifications à la convention

La présente convention pourra être modifiée par avenant

ARTICLE 6 : Réalisation du projet

La SAS CLEMANA est seule responsable de la réalisation du projet financé. En sa qualité de maître d'ouvrage, elle sera compétente pour déterminer le programme des travaux, rechercher les financements y afférents, désigner les entrepreneurs et autres prestataires de service, prononcer la réception des travaux, etc.

Il est précisé que le financement du projet de la SAS CLEMANA ne saurait conférer à la Métropole Toulon Provence Méditerranée la qualité de maître d'ouvrage.

ARTICLE 7 : La résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une des parties des obligations réciproques convenues à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée infructueuse pendant un délai d'un mois.

Toute utilisation différente de leur destination des fonds versés sans accord préalable et exprès de la Métropole entraînera la résiliation de plein droit de la présente convention sans préavis sur simple lettre de la Métropole.

ARTICLE 8 : Le reversement d'une partie de la subvention en cas de non-respect des obligations de la SAS CLEMANA

En cas de non-respect par la SAS CLEMANA de ses engagements, en cas de réalisation partielle, non réalisation du projet dans le délai imparti ou en cas de résiliation intervenant dans les cas fixés par l'article précédent, elle reversera à la Métropole Toulon Provence Méditerranée les sommes non utilisées ainsi que les sommes utilisées pour des dépenses n'entrant pas dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 9 : Le tribunal compétent en cas de litige

En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de TOULON sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 10 : La légalité de la convention et sa notification

La présente convention ne sera exécutoire qu'après notification à la SAS CLEMANA.

Fait en deux exemplaires, à Toulon, le

Le Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

La SAS CLEMANA
représentée par son Président

Monsieur Jean-Pierre GIRAN

Monsieur Clément Vincent DADOURIAN



**CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE CONCLUE ENTRE LA
METROPOLE TOULON-PROVENCE-MÉDITERRANÉE
ET LA COPROPRIETE 107, COURS LAFAYETTE EN VUE DE LA
REHABILITATION D'UN IMMEUBLE SITUE AU 107, COURS LAFAYETTE
SUR LA COMMUNE DE TOULON.
BUREAU METROPOLITAIN DU**

ENTRE

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, ayant son siège Hôtel de la Métropole, 107, boulevard Henri FABRE CS 30536, 83 041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président, Monsieur Jean-Pierre GIRAN,
D'une part,

ET

La copropriété 107, cours Lafayette, représentée par syndic C'Pantel Immo, demeurant 50, rue Gimelli – 83 000 TOULON
D'autre part,

PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :

Dans le cadre de sa compétence et de l'équilibre social de l'Habitat, et plus particulièrement de la mise en œuvre des dispositifs d'accompagnement des opérations programmées d'amélioration de l'habitat sur les communes de Toulon, Hyères et La Seyne, la Métropole Toulon Provence Méditerranée et la Région Sud Provence Alpes Côte d'Azur se sont engagées à soutenir financièrement les projets de rénovation de logements des propriétaires-bailleurs.

A cette fin, le Conseil Métropolitain par une délibération n°19/11/389 du 13/11/2019 a approuvé le nouveau règlement régissant l'ensemble des aides dévolues en matière de logement dénommé Fonds d'Aide à l'Habitat dans le cadre de la politique de l'Habitat de la Métropole Toulon Provence

Méditerranée.

Par ailleurs, ces deux collectivités locales, dans le cadre de l'Opération Programmée de l'Amélioration de l'Habitat sur les communes de Hyères, de Toulon et de La Seyne ont convenu d'un partenariat de trésorerie d'avance, dans le cadre d'une convention spécifique pour ces trois communes. En effet, ces conventions fixent les conditions dans lesquelles MTPM versera l'aide régionale aux bénéficiaires pour le compte de la Région Sud Provence Alpes Côte d'azur et les conditions dans lesquelles la Région Sud Provence Alpes Côte d'azur remboursera à la Métropole les avances effectuées.

Une convention de partenariat avec l'ANAH a été signée dans le cadre des opérations programmées d'amélioration de l'habitat.

Considérant que le projet de la copropriété 107, cours Lafayette de réhabilitation globale d'un immeuble situé 107, cours Lafayette entre dans le cadre de sa compétence, la Métropole Toulon Provence Méditerranée a décidé de le soutenir financièrement selon les modalités qui suivent :

CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIT :

ARTICLE 1^{er} : L'engagement de la copropriété 107, cours Lafayette

La copropriété 107, cours Lafayette s'engage à réaliser un projet de réhabilitation globale d'un immeuble comprenant :

- Une réhabilitation des parties communes avec des travaux de façades, de structure, de charpente et couverture, de menuiseries communes, de cage d'escalier avec la création d'un ascenseur et de réseaux communs.
- Une réhabilitation des parties privatives avec des travaux de performance énergétique, d'électricité et de plomberie, de revêtements de sols et de murs et le remplacement certaines portes privatives.

La copropriété 107, cours Lafayette s'engage à signaler à la Métropole ou à son opérateur le démarrage des travaux soit par une attestation, soit par une déclaration d'ouverture de chantier déposée en Mairie.

La copropriété 107, cours Lafayette s'engage sur simple demande de la Métropole Toulon Provence Méditerranée à l'informer de l'avancement du projet. Pour ce faire, elle tiendra à la disposition de la Métropole tous les éléments et documents administratifs, financiers et comptables permettant de mesurer la bonne exécution des activités financées.

La copropriété 107, cours Lafayette s'engage à faire apposer sur le panneau de chantier réglementaire le logo de la Métropole Toulon Provence Méditerranée ainsi que la mention de la participation financière de la Métropole comme suit :



La Métropole se réserve le droit de procéder, par le biais de son opérateur à des points d'étapes réguliers avec la copropriété 107, cours Lafayette afin de pouvoir mesurer l'état d'avancement du projet subventionné.

ARTICLE 2 : L'engagement de référence de la Métropole Toulon Provence Méditerranée

En vertu de la délibération n°19/11/389 du 13/11/2019, approuvant son nouveau règlement régissant l'ensemble des aides dévolues en matière de logement dénommé Fonds d'Aide à l'Habitat et dans le cadre des opérations programmées d'amélioration de l'habitat, la Métropole Toulon Provence Méditerranée s'engage à soutenir financièrement le projet de la copropriété 107, cours Lafayette par le versement d'une subvention d'un montant maximum de **299 063 €**.

En application de la délibération citée ci-dessus, le montant maximum de l'aide accordée par la Métropole Toulon Provence Méditerranée s'établit comme suit :

Subvention : 211 849 €

En application de la convention ANAH et de la convention de financement passée entre la Région Sud Provence Alpes Côte d'Azur et la Métropole TPM des Opérations programmées de l'Habitat, le montant de l'aide accordée par le Conseil Régional s'établit comme suit :

Subvention : 87 214 €

ARTICLE 3 : Les financements

Le budget prévisionnel global du projet est estimé par le Maître d'ouvrage à 1 041 136 € TTC.

Le montant global des subventions s'élève à 598 171 €.

Le reste à charge de la copropriété 107, cours Lafayette s'élève à 442 965 €

ARTICLE 4 : L'engagement comptable et le versement de la subvention

La subvention est imputée sur le Budget Métropolitain des exercices concernés.

Le comptable assignataire est le trésorier de Toulon.

Elle sera mandatée et payée dans le respect des règles applicables à la comptabilité publique des collectivités territoriales.

La subvention sera versée en une seule fois.

Le paiement des subventions s'effectuera après transmission au service Habitat de MTPM :

- D'une attestation d'achèvement des travaux conformes au projet présenté et accepté par la Métropole.
- Des factures acquittées ou portant la mention « acquittée ».
- D'un RIB du bénéficiaire si non joint au dépôt du dossier.

Son montant sera crédité sur le compte ouvert au nom de syndic de copropriété 107, cours Lafayette au terme d'un virement bancaire.

ARTICLE 5 : Les modifications à la convention

La présente convention pourra être modifiée par avenant

ARTICLE 6 : Réalisation du projet

La copropriété 107, cours Lafayette est seule responsable de la réalisation du projet financé. En sa qualité de maître d'ouvrage, elle sera seule compétente pour déterminer le programme des travaux, rechercher les financements y afférents, désigner les entrepreneurs et autres prestataires de service, prononcer la réception des travaux, etc.

Il est précisé que le financement du projet de la copropriété 107, cours

Lafayette ne saurait conférer à la Métropole Toulon Provence Méditerranée la qualité de maître d'ouvrage.

ARTICLE 7 : La résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une des parties des obligations réciproques convenues à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée infructueuse pendant un délai d'un mois.

Toute utilisation différente de leur destination des fonds versés sans accord préalable et exprès de la Métropole entraînera la résiliation de plein droit de la présente convention sans préavis sur simple lettre de la Métropole.

ARTICLE 8 : Le reversement d'une partie de la subvention en cas de non-respect des obligations de la copropriété 107, cours Lafayette

En cas de non-respect par la copropriété 107, cours Lafayette de ses engagements, en cas de réalisation partielle, non réalisation du projet dans le délai imparti ou en cas de résiliation intervenant dans les cas fixés par l'article précédent, elle reversera à la Métropole Toulon Provence Méditerranée les sommes non utilisées ainsi que les sommes utilisées pour des dépenses n'entrant pas dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 9 : Le tribunal compétent en cas de litige

En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de TOULON sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 10 : La légalité de la convention et sa notification

La présente convention ne sera exécutoire qu'après notification à la copropriété 107, cours Lafayette.

Fait en deux exemplaires, à Toulon, le

Le Président
de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

La copropriété 107, cours Lafayette
Représentée son syndic

Monsieur Jean-Pierre GIRAN

C'Pantel Immo

